

Brigitte Bourguignon au ministère de la santé: réactions prudentes des libéraux et hospitaliers

Mots-clés : #ministères #établissements de santé #soins de ville #ministère-santé #gouvernement #accès aux soins #prévention #démographie #médecins #hôpital #libéraux #paramédicaux #ordres #fédérations pro #clinique #pédiatrie #obstétrique-périnatalité #urgences-PDS #ressources humaines #rémunération #dentaire #syndicats #santé au travail

POLSAN - ETABLISSEMENTS

PEOPLE

PARIS, 23 mai 2022 (APMnews) - Les organisations syndicales représentant les professionnels de santé en ville et à l'hôpital ont exprimé des réactions prudentes après la nomination de Brigitte Bourguignon au ministère de la santé et de la prévention, dans l'attente des premiers pas de la ministre.

À l'inverse du gouvernement Castex, deux ministres de plein exercice sont désormais en charge de la santé et de l'autonomie dans le gouvernement d'Elisabeth Borne, avec Brigitte Bourguignon pour la santé et la prévention (cf [dépêche du 20/05/2022 à 17:09](#)), et Damien Abad pour les solidarités, l'autonomie et les personnes handicapées (cf [dépêche du 20/05/2022 à 18:21](#)).

La plupart des organisations syndicales ont salué l'arrivée des deux ministres, soulignant le contexte particulier lié à la crise sanitaire, pointant les principaux défis attendant la nouvelle équipe en matière d'accès aux soins et d'épuisement professionnel à l'hôpital, chacune en profitant pour rappeler leurs demandes exprimées en amont de l'élection présidentielle.

Le **Conseil national de l'ordre des médecins (Cnom)** a salué la nomination de Brigitte Bourguignon, exprimant l'espoir qu'elle permette "de faire advenir la nécessaire transformation de notre système de santé, seule à même de sauver ce pilier de notre République".

"Face à la crise que traverse notre système de santé, aux difficultés d'accès aux soins pour les patients, à la fermeture de services hospitaliers et à l'épuisement des médecins et de tous les professionnels de santé, l'ordre des médecins espère que cette nomination permettra de faire advenir la nécessaire transformation de notre système de santé, seule à même de sauver ce pilier de notre République", écrit le Cnom.

Le **Conseil national de l'ordre infirmier (CNOI)** a adressé lundi à la ministre ses "vœux de réussite", en lui rappelant toutefois que la profession était en "attente de reconnaissance, d'autonomie et de montée en compétences", via la révision du décret encadrant l'exercice infirmier. Pour l'ordre infirmier, l'inclusion de la prévention dans les attributions de la ministre "ouvre ainsi la voie au renforcement du rôle et la mission des infirmiers en la matière".

Fortes attentes des professionnels libéraux

Dans un communiqué diffusé vendredi, l'intersyndicale des **Libéraux de santé** a salué la nomination de Brigitte Bourguignon et de Damien Abad, relevant que la première connaît "parfaitement les dossiers de la santé", saluant "son expertise des sujets liés au grand âge" et une "ministre sérieuse pour répondre aux enjeux de l'accès aux soins et de la dépendance".

L'organisation regroupant 11 syndicats de professionnels de santé libéraux adresse un "message d'alerte" à la ministre sur l'urgence "de prendre des mesures pour l'accès aux soins" et espère que l'ajout de la prévention dans ses attributions témoigne de la "volonté du gouvernement d'accélérer sa politique en la matière".

Les Libéraux de santé insistent sur leurs attentes en matière de concertation mais avertissent, s'agissant de la "conférence des parties prenantes" promise par le chef de l'Etat, qu'elle ne "doit pas devenir une énième et interminable période de réflexion" puisque les "constats sont déjà faits depuis plusieurs années".

"La crise historique et sans précédent que nous vivons dans le domaine de la santé est l'aboutissement de toutes les réformes précédentes. Le signal envoyé par la nomination d'une responsable politique en lien avec celles-ci n'est pas forcément le meilleur", relève le syndicat **Union française pour une médecine libre (UFML-S)** tout en se défendant de tout "mauvais procès".

"Nous jugerons sur les actes et nous appelons dès les jours prochains à la mise en place d'une conférence nationale permanente et globale regroupant l'ensemble des représentants des professionnels de santé afin de trouver, ensemble, les solutions à la crise et les voies de reconstruction de notre système sanitaire", réagit le syndicat dans un communiqué diffusé vendredi.

Le syndicat **Avenir Spé** a fait savoir vendredi qu'il attendait de Brigitte Bourguignon une "nouvelle dynamique pour la médecine de ville" et une "politique équitable, bienveillante à l'égard de tous les soignants pour redonner du sens à tous les métiers", toute en rappelant ses souhaits (cf [dépêche du 03/02/2022 à 17:17](#)).

Le **Syndicat des médecins libéraux (SML)** a salué la nomination de Brigitte Bourguignon, qualifiant d'"excellente nouvelle" l'arrivée de la prévention dans l'intitulé du ministère, en rappelant qu'il militait depuis de nombreuses années "pour faire rentrer la santé dans l'ère de la prévention".

Il appelle la ministre "à engager au plus vite les négociations de la nouvelle convention médicale" réclamant un investissement global de 10 milliards d'euros pour cinq ans et la fixation à 45 euros du tarif de la consultation (cf [dépêche du 23/02/2022 à 16:32](#)).

Dans un communiqué diffusé lundi, les **Chirurgiens-dentistes de France (CDF)** ont adressé leurs

félicitations à la ministre, avant de rappeler à leur tour leurs différentes attentes. Ils attendent notamment du nouvel exécutif d'aller au-delà de la réforme du "100% santé", d'élargir les compétences des assistants dentaires, de refondre le stage actif de 6e année d'études et de supprimer la limitation du nombre de collaborateurs.

Les paramédicaux rappellent leurs demandes

Si la **Fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs (FFMKR)** a salué vendredi la nomination de Brigitte Bourguignon, elle souligne que sa tâche sera "ardue". Elle l'appelle "à se saisir sans tarder des sujets de revalorisation des kinésithérapeutes et à créer les conditions de la reprise des négociations conventionnelles", interrompues à la mi-avril (cf [dépêche du 14/04/2022 à 16:54](#)).

Le Syndicat national des infirmières et infirmiers libéraux (Sniil) a salué lundi la nomination de Brigitte Bourguignon, en espérant que "ce ministère qui affiche 'la prévention' sera à la hauteur de l'enjeu".

"La profession d'infirmière libérale doit pleinement avoir sa place dans les évolutions de santé à venir", estime le syndicat dans son communiqué, appelant à des "actions urgentes et concrètes", sur la base des propositions formulées pendant la campagne présidentielle (cf [dépêche du 19/01/2022 à 12:09](#)).

Pour la **Fédération nationale des orthophonistes (FNO)**, ces deux constituent "un signal fort pour les professionnels de santé qu'elle représente et pour les patients qui nécessitent une prise en soins en orthophonie", écrit-elle dans un communiqué diffusé samedi.

Pointant l'aggravation des difficultés d'accès aux soins pour sa profession, la FNO se dit prête à relever "le défi d'une véritable politique de prévention et d'un meilleur accès aux soins des patients, à l'hôpital, dans le secteur médico-social et en ville, rendu possible par une politique de santé ambitieuse et coordonnée", tout en réclamant les moyens "moyens réglementaires, financiers et humains" pour les orthophonistes.

Dans un courrier adressé à la ministre rendu public lundi, la **Fédération nationale des podologues (FNP)** a salué sa nomination et saisi l'occasion pour lui réclamer un ajustement de la cotisation maladie des pédicures-podologues, qui est aujourd'hui la plus élevée de toutes les professions libérales, entraînant selon elle à de nombreux déconventionnements avec l'assurance maladie.

Les fédérations et syndicats hospitaliers veulent des mesures rapides

Le président de la **Fédération de l'hospitalisation privée (FHP)**, Lamine Gharbi, a réagi vendredi dans un communiqué à la nomination de Brigitte Bourguignon.

"Je veux d'abord rendre hommage à l'action menée par son prédécesseur Olivier Véran, un ministre à l'écoute de nos difficultés", a-t-il déclaré. Il "a entrepris des efforts importants pour améliorer le système de soins et les conditions d'exercice des professionnels, tout en reconnaissant le rôle de l'hospitalisation privée aux côtés du secteur public. Même s'il reste beaucoup à faire, [...] je tiens à lui exprimer ma reconnaissance".

Lamine Gharbi félicite ensuite Brigitte Bourguignon, une "femme dont le parcours témoigne de

son engagement profond au service de l'Etat, notamment en tant que ministre déléguée chargée de l'autonomie" et "présidente de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale".

Elle "pourra compter sur l'engagement de l'hospitalisation privée pour relever les grands défis de la santé". "À cet égard, la conférence des parties prenantes", ce sera "l'opportunité pour Brigitte Bourguignon de mettre en place cette nouvelle méthode de travail, fondée sur la confiance aux acteurs, quel que soit leur statut, et l'intelligence collective".

"En parallèle, je compte sur notre nouvelle ministre pour s'emparer des sujets urgents" comme la "prise en compte de l'inflation, l'équité de traitement pour les salariés de nos établissements, la conduite des réformes du financement et la formation des soignants", ajoute le président de la FHP.

La **Fédération hospitalière de France (FHF)** a adressé vendredi sur Twitter ses "félicitations" à Brigitte Bourguignon. "Alors que les défis sont immenses, nous comptons sur le sens de l'écoute dont elle a su faire preuve sur les sujets de l'autonomie pour construire ensemble l'avenir de notre système de santé."

Plusieurs syndicats de praticiens hospitaliers ont également réagi dans des communiqués à sa nomination.

La **Confédération des praticiens des hôpitaux (CPH)** déclare que la nomination de Brigitte Bourguignon "arrive dans un contexte de crise jamais vu à l'hôpital public", "consécutive au manque criant de soignants médicaux et non médicaux en raison du manque d'attractivité auquel nous assistons à l'hôpital".

"Si l'actualité de la crise est essentiellement tournée vers les services d'urgence et leurs fermetures successives, mettant en danger la santé des patients, ce sont toutes nos spécialités médicales qui sont concernées. Nous assistons au départ massif des praticiens, fatigués et surtout déçus par le Ségur de la santé", continue la CPH.

Il est "urgent de travailler sur les propositions d'attractivité". Ces propositions sont:

- l'"accession des PH nommés avant le 1er octobre 2020 à la même grille d'ancienneté (et donc la même grille salariale) que les PH nouvellement nommés"
- l'"ouverture du chantier de la permanence des soins: revalorisation, prise en compte de la pénibilité et du temps de travail"
- la "réforme profonde de la gouvernance hospitalière".

La CPH demande "à rencontrer Madame la ministre pour ouvrir avec elle et sans plus attendre les concertations sur ces mesures".

L'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) "salue" l'arrivée de Brigitte Bourguignon. La "nouvelle ministre n'est pas une inconnue pour les professionnels de santé" et sa "nomination surgit dans un contexte inédit de tensions et de crises".

Il y a "urgence de voir s'ouvrir avant l'été des 'états généraux de la santé et de la prévention' sous un format plus large, plus rassembleur, plus opérationnel. Les dossiers brûlants ne manquent pas. Les attentes sont grandes. Les inquiétudes sont immenses", poursuit le syndicat. A

l'occasion du congrès Hopipharm à Lille la semaine dernière, la présidente de l'INPH, Rachel Bocher, avait plaidé en faveur de tels états généraux, avant même les nominations gouvernementales (cf [dépêche du 23/05/2022 à 16:39](#)).

Le **Syndicat national des pédiatres des établissements hospitaliers (SNPEH)** et le **Syndicat national des gynécologues et obstétriciens de France (Syngof)** ont interpellé vendredi la nouvelle ministre dans un communiqué commun.

"L'hôpital public est en train de s'effondrer, et de plus en plus d'acteurs de la santé reconnaissent cette situation dramatique. Le secteur touché de la manière la plus visible est celui des urgences, vitrine de ces hôpitaux. Les urgences pédiatriques, souvent associées à des services de pédiatrie, sont particulièrement touchées", écrivent-ils.

"La première mesure d'urgence réalisable dès maintenant est la revalorisation conséquente de tous les salaires en tenant compte pour les praticiens hospitaliers des échelons perdus après le Ségur ainsi que celle de la rémunération des gardes et astreintes, actuellement beaucoup trop basse", continuent les deux syndicats.

"Il faudra aussi acter que 24 heures de travail consécutives doivent être comptabilisées en cinq plages horaires et non plus quatre comme actuellement [...] Seules, ces mesures pourront stopper l'hémorragie des soignants", poursuivent-ils.

vg-syl/ab/APMnews

[VG8RCBRNG]

©1989-2022 APM International - <https://www.apmnews.com/depeche/93188/382859/brigitte-bourguignon-au-ministere-de-la-sante-reactions-prudentes-des-liberaux-et-hospitaliers>